



Un missile israélien frappe la Syrie

Par [Niall Green](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2012

WSWS.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Suite à la réélection de Barack Obama la semaine dernière lors des présidentielles américaines, Washington et ses alliés ont intensifié leur poussée militariste contre la Syrie. Dans ce qui est la plus sérieuse escalade du conflit qui dure depuis 20 mois dans le pays du Moyen-Orient, les forces armées israéliennes ont lancé un missile en territoire syrien dimanche.

La frappe, venant d'un missile guidé technologiquement avancé du nom de Tammuz, est la première attaque reconnue par la Force de défense d'Israël (FDI) sur la Syrie depuis la guerre du Yom Kippur en 1973. Les avions de guerre israéliens ont attaqué le site d'un prétendu projet nucléaire syrien en 2007, mais personne n'a confirmé officiellement le geste.

Le missile israélien aurait frappé une base de l'armée syrienne, bien que le gouvernement à Damas n'ait pas divulgué les détails des dommages causés.

L'attaque de la FDI aurait été une réaction à un tir de mortier syrien sur le plateau du Golan, le territoire syrien illégalement occupé par Israël depuis 1967. Personne n'a été tué ni blessé dans ce qui semble avoir été un tir mal dirigé d'obus de 120 mm provenant d'un char d'assaut syrien.

Une déclaration émise par la FDI peu après que le missile Tammuz ait frappé le territoire syrien disait : « Les forces de la FDI ont effectué des tirs de sommation et, par les Nations unies, ont relayé un message aux forces syriennes pour mettre en garde contre d'autres tirs. D'autres tirs entraîneront une réponse rapide. »

La FDI reconnaît que huit obus syriens sont tombés dans la zone du Plateau du Golan, qui est contrôlé par Israël, lors des deux derniers mois, probablement le résultat involontaire des combats entre les forces du gouvernement syrien et les combattants « rebelles », et cela n'a pas entraîné de réaction militaire de la part de la FDI.

Tandis qu'Israël semble avoir fermé les yeux devant des obus perdus dans les semaines qui ont précédé les élections américaines, la décision par la FDI de tirer des missiles maintenant indique que Washington et ses alliés entrent dans une nouvelle phase de leur conflit avec le gouvernement du président Bashar al-Assad.

D'autres preuves d'un tournant vers un conflit ouvert entre les grandes puissances et le régime syrien ont été fournies par le général Sir David Richards, le chef d'état-major de l'armée britannique, qui a révélé samedi à la BBC que des plans étaient en place pour une intervention militaire par les forces britanniques en Syrie.

Le général Richards a dit à la BBC, lors du Andrew Marr Show, qu'il s'attendait à ce que la crise humanitaire en Syrie empire pendant l'hiver, ce qui augmenterait la pression pour « intervenir d'une façon limitée ».

« Évidemment, nous développons des plans de réserve pour faire face aux imprévus. C'est mon boulot d'assurer que ces options soient continuellement vérifiées pour que nous puissions les utiliser efficacement », a dit le général Richards.

Le général de l'armée britannique a beau habiller ses commentaires d'un langage « humanitaire », toute invasion du territoire syrien par les forces britanniques et alliées serait un acte de guerre qui plongerait la Syrie et toute la région dans des conflits encore plus intenses, menaçant de déclencher une réplique militaire du régime de Damas.

Une telle intervention militaire par la Grande-Bretagne et les États-Unis, agissant avec leurs alliées de l'OTAN et du Moyen-Orient, pourrait déclencher un conflit plus important avec des pays comme l'Iran, la Russie et la Chine, qui ont maintenu des relations étroites avec le régime d'Assad et qui se sentent menacés par l'explosion des agressions militaires, menées par Washington, dans la région.

En vue d'une telle offensive contre la Syrie, l'administration Obama effectue un changement tactique de stratégie en ne s'appuyant plus sur les mêmes forces politiques d'opposition.

Le 31 octobre, lors d'une conférence de presse à Zagreb en Croatie, la secrétaire d'État Hillary Clinton a annoncé que les États-Unis allaient maintenant donner leur appui à une nouvelle opposition, différente du Conseil national syrien (CNS).

Après avoir présenté durant plus d'un an le CNS comme le représentant « légitime » du peuple syrien, Clinton a déclaré qu'il « ne pouvait plus être perçu comme le dirigeant de l'opposition ».

Clinton a affirmé que le CNS pourrait faire partie d'une « opposition plus grande », mais que « des gens de la Syrie et d'autres représentants légitimes doivent être entendus et faire partie de cette opposition ».

Le CNS, un regroupement de riches exilés syriens basé en Turquie et qui a des liens avec la CIA et les Frères musulmans, est profondément impopulaire et n'exerce presque aucune influence en Syrie. Le fait que Washington se soit si brusquement et unilatéralement débarrassé du CNS montre à quel point les supposés objectifs de « paix » et de « démocratie » des États-Unis en Syrie sont simulés.

Clinton a ensuite exigé la création d'un nouveau bloc d'opposition syrien, déclarant que le département d'État des États-Unis avait dressé une liste de « noms et d'organisations qui devraient faire partie de toute nouvelle direction ».

Washington s'est empressé d'organiser une rencontre avec ces personnes dans un hôtel de luxe de la capitale du Qatar, Doha. Cet entretien de quatre jours, qui s'est terminé dimanche, a réuni des représentants des États-Unis, du Qatar, de l'Arabie saoudite, de la Turquie et des Émirats arabes unis qui ont ratifié une entente provisoire entre divers groupes et individus d'opposition pour mettre en place une assemblée de 55 à 60 membres.

À 3 h dans la nuit de dimanche, les négociations semblaient sur le point d'être rompues, des représentants du CNS tentant de conserver leur influence au sein du nouveau bloc

d'opposition. Une personne qui participait aux négociations a confié à l'agence de presse Reuters que la CNS avait finalement accepté un rôle de second plan après que les États-Unis et leurs alliés ont fait savoir qu'ils allaient reconnaître la nouvelle opposition, avec ou sans la participation du CNS.

L'administration Obama s'attend à ce que cette nouvelle direction de l'opposition, qui a été nommée Coalition nationale syrienne des forces de l'opposition et de la révolution, soit encore plus directement sous les ordres du département d'État, du Pentagone et de la CIA.

Washington espère aussi que l'opposition remaniée va fournir un caractère plus « inclusif » à la guerre par procuration que mènent les États-Unis en Syrie en ayant plus d'influence dans le pays que le CNS discrédité.

Un ramassis de personnages religieux, d'intellectuels exilés, d'hommes d'affaires mécontents, de transfuges du régime Assad et de commandants de milices islamistes, la Coalition nationale syrienne a peu de chance d'être plus populaire que le CNS.

Le nouveau dirigeant de l'assemblée de l'opposition syrienne est Moaz Al-Khatib, un imam sunnite. Ancien imam de la mosquée Umayyad à Damas, Khatib a fui la Syrie en juillet après avoir été plusieurs fois incarcéré par les autorités syriennes pour ses critiques à l'endroit du régime.

Considéré comme étant un « modéré » politique et religieux, Khatib est le candidat du compromis entre les factions rivales de l'opposition syrienne, qui cherchent toutes à obtenir du soutien de l'étranger et une part du butin dans le cas où le régime d'Assad tomberait. Étant donné ces divisions, qui étaient évidentes durant la conférence de Doha, il est peu probable que Khatib réussisse à unifier les forces d'opposition.

Le poste important de Khatib à la tête d'une grande mosquée de Damas est vu comme un moyen de gagner l'appui des sunnites modérés et de la population urbaine de la capitale de la Syrie. Malgré une haine largement répandue de la dictature d'Assad, de nombreux Syriens demeurent profondément hostiles aux milices « rebelles » des sectes sunnites qui sont utilisées comme troupes de choc par Washington et ses alliés pour affaiblir et déstabiliser le régime d'Assad.

Mais le véritable objectif de la promotion soudaine de Khatib est d'offrir à Washington une nouvelle façade – sans vaste appui populaire et pouvant à tout moment se faire mettre de côté comme le CNS – derrière laquelle elle peut réprimer les demandes sociales des masses syriennes et faire respecter les intérêts de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Article original, [WSWS](#), paru le 12 novembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Niall Green](#), [wsws.org](#), 2012

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca